

SE FIXER LE CAP DE LA COHÉRENCE

Qu'est-ce qui nourrit votre joie au quotidien ?

D'abord un éventail de petits bonheurs, comme sentir le vent sur mes joues, à vélo, ou danser à en perdre le souffle. Ensuite, et plus fondamentalement, l'espoir et les échanges humains. Le premier car il me pousse vers l'avant, avec une envie renouvelée de contribuer à faire progresser le cours des choses vers un meilleur respect des humains et de l'environnement. Les seconds car la vie n'est rien sans les autres, ceux avec qui l'on partage un café, un sourire, des idées ou une vie.

Que signifie pour vous «vivre en harmonie avec la nature» ?

Il s'agit d'abord de vivre en harmonie avec les gens, dans un environnement agréable car nous faisons partie de la nature, mais aussi se sentir faire partie d'un tout, dans une continuité. Cette impression se ressent très fortement lorsque l'on se trouve au milieu d'une forêt, mais on la retrouve également quand on est entouré de chaleur humaine. Vivre en harmonie avec la nature, c'est avant tout mener une vie dimensionnée à son échelle, qui respecte les limites de la nature comme ses propres limites, de mon point de vue.

Au comité des Verts genevois, vous avez dirigé le groupe de travail sur l'égalité durant trois ans. En Suisse et selon egalite.ch, la différence salariale moyenne entre hommes et femmes s'élève encore à 18,4%, ce qui représente 1'176 francs par mois. Quelle mesure, selon vous, permettra de rééquilibrer cette disparité ?

Ces inégalités résultent de disparités ancrées dans notre société, souvent transmises par l'éducation. Elles 200 représentent un obstacle de taille car

il s'agit de faire évoluer les mentalités, dont l'histoire avance lentement et est marquée par des retours en arrière. Pour y parvenir, il faut s'attacher à améliorer le cadre légal, mais également à dépasser les représentations stéréotypées, qui enferment les hommes et les femmes dans des rôles sociaux traditionnels. Je pense qu'une clé pour aller dans ce sens réside dans l'investissement du foyer par les hommes, notamment par le biais d'un véritable congé parental, d'une promotion active du temps partiel ou du job sharing. Les tâches domestiques doivent encore être mieux réparties, pour assurer une conciliation entre vie familiale et vie professionnelle pour les femmes comme pour les hommes, mais aussi pour assurer davantage d'égalité dans le monde du travail. Les disparités salariales sont en effet régulièrement dues aux types d'emplois occupés par les femmes, moins valorisés, ou à la difficulté pour elles de trouver des postes à responsabilité à temps partiel, alors que 60% des femmes exercent une activité réduite (contre 16% des hommes). À côté de cela, des mesures transitoires comme les quotas dans les conseils d'administration des entreprises me semblent utiles car elles donnent un coup de pouce aux changements dans les sphères économique et décisionnelle.

La politique a-t-elle les moyens de penser global aujourd'hui ?

La politique se heurte à un écueil de taille : le rythme effréné des élections et des actualités, qui sont aussi intenses qu'éphémères. Si bien que les artisans de la politique ont tendance à garder le nez dans le guidon, contraints par une limitation des possibles que la vie parlementaire ne cesse de nous rappeler. On constate toutefois qu'il est plus courant de penser globalement en termes d'échanges économiques que de réchauffement climatique,

de souveraineté alimentaire ou de migration. Or, ces enjeux-ci nécessitent une réflexion globale, avec des réponses apportées ensuite à différents niveaux. Les limites nationales constituent alors une difficulté car force est de constater que face aux enjeux politiques internes et aux intérêts économiques, rares sont les pays qui se fixent le cap de la cohérence. Notons encore que les intérêts d'une minorité demeurent massivement représentés dans les cercles de pouvoir. Autant dire que les réponses ont tendance à servir cette même minorité.

Pensez-vous que les enjeux environnementaux puissent être résolus dans un «système capitaliste vert» ?

Les enjeux environnementaux, à commencer par la limitation des ressources et le réchauffement climatique, exigent un changement de paradigme économique. En effet, les modèles suivis pour l'instant s'appuient sur la recherche du profit, le productivisme et une croissance économique infinie. Il ne faut pas rester bloqué dans ces modèles, qui poussent la planète à ses limites et ne sont pas capables d'assurer à tout le monde, autour du globe, une vie de qualité. Une meilleure répartition des richesses et des ressources me semble indispensable pour inverser la tendance et éviter les conflits à grande échelle.

Comment pourrait-on arriver à financer une accélération de la transition écologique vers une société durable ?

La clé de voûte ne réside pas dans le financement, mais bien plus dans la volonté. Les tenants du système actuel brandissent le financement pour éviter les changements touchant par exemple à la concentration du pouvoir et des richesses. Pour mettre en œuvre la transition écologique, il s'agit plutôt d'orienter notre action



Les personnes qui travaillent manquent cruellement de temps libre à consacrer à la collectivité.

vers la relocalisation de l'économie et la valorisation des circuits courts. Le développement de l'efficacité énergétique en fournit un bon exemple, car mieux isoler nos bâtiments donne du travail à des personnes sur place et réduit notre dépendance énergétique ainsi que notre consommation.

Ces dernières années, nous voyons disparaître ou s'effriter des piliers de la vie (famille, couple, travail, etc.) engendrant une perte de solidarités et une dégradation du sentiment d'appartenance. Comment changer la donne ?

Il faut se méfier des lieux communs teintés de «c'était mieux avant». Les solidarités ont évolué plus que disparu et se concentrent aujourd'hui sur le noyau familial ou à des échelles très réduites. En outre, le sens de la collectivité s'est probablement érodé et l'individualisme a pris ses aises. Or, la conscience d'une solidarité plus large que la famille restreinte mais plus directe que l'action de l'Etat permet de dépasser la peur, qui met des bâtons dans les roues du progrès social et du tournant écologique. Pour bâtir ces solidarités, des initiatives visant à créer du lien social, stimuler la participation et décentraliser le pouvoir devraient encore être développées. Cela

passer par les coopératives d'habitation, les associations de quartier, les échanges de service, l'agriculture contractuelle de proximité ou l'autogestion. De manière plus générale, les personnes qui travaillent manquent cruellement de temps libre à consacrer à la collectivité. Les mesures visant à mieux répartir le temps de travail, comme le revenu de base inconditionnel ou la diminution du temps de travail, permettent à chacun de disposer de temps à investir dans la vie publique. Tout le monde y gagne, car la cohésion sociale s'améliore et l'entraide se développe, permettant à chacun de se sentir rassuré par les liens de solidarité qui existent, et de se réaliser ainsi personnellement.

Si vous aviez la capacité de changer quelque chose, que changeriez-vous pour voir se réaliser ce que vous souhaitez d'ici à 2040 ?

Je mettrais en œuvre le programme des Verts ! Il n'y a pas qu'une seule chose à faire évoluer, mais un ensemble de changements à mener en parallèle. D'ailleurs, si je suis enthousiaste à l'idée de contribuer à ces transformations, je ne prétends pas détenir à moi seule la solution et crois à la collaboration et à l'émulation pour aller de l'avant. Ces visions politiques sont également évolutives et amenées à changer régulièrement, avec le monde. ■■■■■